Impôts et cotisations sociales : l'écart se réduit avec l'Europe

FINANCES PUBLIQUES

Le poids des prélèvements obligatoires a baissé d'environ 2 points de PIB entre 2016 et 2023, souligne le site spécialisé Fipeco.

Sébastien Dumoulin

Après un quinquennat et demi, les effets des baisses d'impôts voulues par Emmanuel Macron commencent enfin à se voir dans les statistiques européennes. Une note du site spécialisé Fipeco, dévoilée par « Les Echos », s'appuyant sur les chiffres de la Commission, pointe ainsi que le taux des prélèvements obligatoires français s'est établi à 43,8 % du PIB en 2023, soit environ 2 points en dessous de son niveau de 2016.

Entre la suppression de la taxe d'habitation ou de la redevance télé, la transformation de l'ISF en IFI, la mise en place de la « flat tax », la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, la Cour des comptes estime que l'Etat s'est assis sur 62 milliards d'euros de recettes. La France a ainsi réduit l'écart avec ses voisins.

Au sein de l'Union européenne, le taux moyen de prélèvements obligatoires a également reculé sur la période, passant de 39,8 % à 39 % du PIB. « La France reste presque 5 points au-dessus de la moyenne européenne, et notamment au-dessus de l'Allemagne », pointe François Ecalte, le fondateur de Fipeco. Tout

en se rapprochant de ses pairs, la France reste ainsi le pays le plus imposé des Vingt-Sept, devant le Danemark (43,4 % du PIB) et l'Autriche (43,1 %).

Les efforts français ont essentiellement permis de résorber pour partie l'écart avec le bloc en matière de prélèvements sur le travail. Sur la période 2016-2023, ils ont baissé de 1,3 point de PIB en France, « en raison notamment de la substitution de la CSG à des cotisations salariales et, surtout, du remplacement du CICE par un allègement de cotisations patronales », explique la note.

la France reste le pays le plus imposé des Vingt-Sept, devant le Danemark (43,4 % du PIB) et l'Autriche (43,1 %).

Les taxes sur le travail représentent désormais 22,7 % du PIB en France, presque 3 points au-dessus de la moyenne européenne (20 %) et légèrement au-dessus de l'Allemagne (22 %), où elles ont augmenté dans le même temps.

Les prélèvements sur le capital, en revanche, sont restés stables en proportion du PIB (10,4 %). Il y a eu des baisses d'impôts sur le capital, notamment la baisse du taux d'IS, la transformation de l'ISF en IFI ou la mise en place de la « flat tax » – même si cette dernière n'a finalement pas coûté grand-chose car les versements de dividendes ont augmenté. Mais, jusqu'en 2023, la

hausse de l'immobilier a fortement soutenu les « frais de notaires » et les droits de successions.

« Les deux mouvements se sont compensés », explique François Ecalte. Les prélèvements sur le capital en France restent ainsi environ 2 points de PIB au-dessus de la moyenne européenne.

Revirement attendu

Quant aux prélèvements sur la consommation, ils ont baissé légèrement, en France comme dans l'Union européenne ces dernières années. Alors que l'Hexagone se singularise par des taxes plus élevées sur le travail et le capital, il demeure ainsi dans l'épure européenne. « Le niveau français de la TVA n'est pas particulièrement élevé par rapport à ce qui se pratique ailleurs en Europe. En revanche, les taxes spécifiques sur les carburants, l'alcool, le tabac ou les assurances par exemple, sont plus fortes », explique François Ecalte.

Si les chiffres de la Commission européenne s'arrêtent à 2023, il est fort probable que la tendance à la réduction de l'écart entre les taux de prélèvements français et la moyenne européenne se poursuive en 2024, les recettes ayant notoirement été mauvaises. « La contrepartie de ce rapprochement est que les déficits se sont creusés, car les dépenses françaises sont, elles aussi, bien plus élevées que la moyenne européenne », remarque François Ecalte.

En revanche, en 2025, la salve de nouveaux impôts votés dans le budget – précisément pour résorber le déficit – devrait faire à nouveau diverger les prélèvements tricolores des standards européens. ■